

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

Pour une approche africaine des technologies de l'information
Sylvestre Ouédraogo 31

Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
Partha Pratim Sarker 35

E-commerce : du mirage économique au miracle social
Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
Michel Egger 81

Téléservices au Mali : l'art du détournement
Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahima Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée

Pape Ndiaye Diouf*

D'où vient le projet ETIC – Espaces Technologies Information Communication ?¹ Il se fonde sur une *analyse* critique et constructive de l'évolution de quelques pays ouest-africains en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), à partir de deux sources : d'abord, les travaux menés sur le terrain entre 1998 et 2001 par une équipe du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de Bordeaux et de l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Ghana ; ensuite, le travail considérable accompli ces vingt dernières années par les radios communautaires et rurales – surtout en Afrique de l'Ouest – qui, en donnant la parole aux paysans, pêcheurs et autres artisans, leur a permis de mieux défendre leurs intérêts et de renforcer leur pouvoir.

Ces études ont notamment permis :

- un travail de *démystification*. Si les TIC se développent rapidement en Afrique, leur arrivée massive ne suffit pas à produire des effets positifs et durables sur les conditions de vie du plus grand nombre. De fait, comme l'expérience le montre, la seule présence d'une

technologie n'a jamais garanti le progrès d'une société. Par ailleurs, le risque est grand que ces TIC ne soient accaparées par les seules élites et une minorité de privilégiés. Pourtant, nombre de gens et d'institutions en Afrique continuent à penser et agir comme si elles étaient automatiquement porteuses de développement, s'inscrivant presque « naturellement » dans le processus de modernisation des sociétés en place ;

- l'*identification* d'un certain nombre de *besoins* et de demandes exprimés par différentes catégories d'acteurs – élus locaux, agents de l'administration, entrepreneurs, groupements de producteurs et associations de jeunes et de femmes – impliqués dans le développement de leurs zones ou pays.

Le but de l'association ETIC Nord-Sud, créée en 2001 à Genève à l'initiative d'Africains et de Suisses, est précisément de répondre à ces besoins par une approche novatrice et partenariale des TIC. Une approche fondée sur un modèle de coopération décentralisée susceptible d'offrir une contribution significative au développement durable et à l'amélioration effective des conditions de vie du plus grand nombre, et de soutenir les

* Chargé de cours à l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), Suisse.

¹ <www.etic-nordsud.org>.

pays africains dans leurs efforts pour relever certains défis sociaux, économiques, culturels et politiques.

Cela suppose, contrairement à ce qui se passe trop souvent, de mettre l'accent sur la dimension humaine et sociale des TIC plutôt que sur leurs aspects techniques, malheureusement dominants aussi bien dans le processus de préparation du Sommet mondial sur la société de l'information que dans le cadre du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique).

Dans cette perspective, plus concrètement, deux points sont prioritaires pour ETIC :

- développer les ressources humaines et les compétences à travers des prestations de vulgarisation, d'initiation et de formation. Une manière de mettre les ressources techniques à la disposition et au profit des sociétés locales, notamment dans les zones urbaines défavorisées et en milieu rural. Sans de tels efforts de formation et de maîtrise des TIC sur le plan des communautés de base, une appropriation réussie des TIC en Afrique ne sera pas possible ;
- favoriser l'accès du plus grand nombre à des équipements et services de qualité en matière de TIC. Les publics cibles couvrent différentes catégories d'acteurs dans les secteurs suivants : écoles primaires et secondaires, groupements de jeunes, femmes et producteurs, agents de l'administration communale, personnel de santé.

Pour réaliser ces objectifs, l'association ETIC va mettre sur pied un réseau d'« espaces » décentralisés,

dotés des ressources nécessaires, tant en termes d'accès que de capacités de formation – ce que nous appelons précisément des *etics*. Ces espaces ont pour vocation d'être des lieux où se réalisent tout à la fois :

- un meilleur partage du pouvoir et des ressources ;
- une solidarité nationale et internationale accrue et mieux maîtrisée par l'établissement de relations plus directes et « raccourcies » (en temps et en distance) entre tous les acteurs concernés, au Sud et au Nord, à la base comme dans les administrations et les agences de coopération ;
- une intensification des échanges d'expériences, d'informations et d'idées entre ces mêmes acteurs ;
- un renforcement des capacités des communautés de base et des collectivités locales à négocier et répondre aux besoins des gens ;
- une plus grande transparence dans la gestion des programmes de développement, grâce à un suivi, un contrôle et une évaluation plus réguliers, plus systématiques et plus efficaces.

Pour réaliser ce projet, l'association est elle-même organisée sur le double principe de la coopération décentralisée en Afrique et du partenariat entre la Suisse et l'Afrique. Elle œuvre sur le terrain en s'appuyant sur des comités nationaux ETIC – celui du Sénégal, qui abrite la phase pilote, a été créé en 2002 – reliés au Comité de l'association à Genève. Chacun de ces comités nationaux doit susciter à son tour la création de comités locaux composés de représentants des forces sociales existantes dans les localités et les quartiers où se déroulent ses activités.

Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.